

**Séance ordinaire du  
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Emploi et création  
d'entreprises**

**Présents :**

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Alban ZANCHIELLO.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

**Absents / Excusés :**

Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

**Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée à Montpellier et Grabels - Convention  
sur le fonctionnement du Comité Local pour l'Emploi (CLE) - Conventionnement  
de Hauts Val & Co pour le développement d'une Entreprise à But d'Emploi -  
Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Mustapha LAOUKIRI, Adjoint au Maire, rapporte :

L'expérimentation Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée (lois n° 2016-231 du 29 février 2016 et n° 2020-1577 du 14 décembre 2020) permet aux territoires de mettre en place un modèle économique innovant, visant à résorber le chômage de longue durée en créant des emplois utiles, non concurrents de l'existant, financés en partie par un fonds d'expérimentation national créé par la loi et dont la gestion est confiée à l'association Expérimentation Territoriale contre le Chômage de Longue Durée (ETCLD). Par délibération n°V2023-384 en date du 11 décembre 2023, le Conseil municipal a confirmé son engagement dans l'expérimentation Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD) en approuvant sa co-présidence du Comité Local pour l'Emploi aux côtés de la Mairie de Grabels et en autorisant le dépôt d'une candidature commune « *TZCLD Montpellier- Grabels* », effectuée en janvier 2024.

Le Conseil d'Administration du Fonds d'expérimentation, réuni le 29 avril 2024 a proposé un avis favorable à l'habilitation du territoire de Montpellier-Grabels, adressé à la ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités, Madame Catherine VAUTRIN. Par un courrier en date du 22 mai 2024, Madame la ministre, a fait part de l'inscription du territoire Montpellier-Grabels dans le circuit de la procédure d'habilitation par décret en Conseil d'Etat. En date du 5 juillet 2024, le décret n° 2024-691 habilite le territoire de « Montpellier-Grabels » (dont le contour est précisé dans ledit décret), pour mener l'expérimentation «

Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée ». Il convient maintenant d'engager la préparation de la mise en œuvre opérationnelle de l'expérimentation.

La prochaine étape de mise en œuvre de l'expérimentation TZCDL sur ce territoire, est donc la formalisation de l'inscription du Comité Local pour l'Emploi (CLE) de Montpellier-Grabels dans l'équipe nationale d'expérimentation et le conventionnement « *Entreprise à But d'Emploi (EBE)* » de l'association Hauts Val & Co. Cette structure de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) aura la responsabilité d'embaucher en contrats à durée indéterminée (CDI) de droit commun, au salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC), toutes les personnes privées d'emploi dont l'éligibilité aura été déterminée par le Comité Local pour l'Emploi. Le démarrage des activités de cette première EBE est prévu en novembre 2024, avec l'embauche des 21 premiers salariés issus de la privation d'emploi. Le rythme d'embauches sera soutenu, avec un objectif 29 nouveaux salariés en 2025, puis 38 en 2026.

Préalablement, il est nécessaire de signer deux conventions pluriannuelles 2024-2026, définissant les relations et engagements du CLE et du Fonds National « *ETCLD* », pour la mise en œuvre de la deuxième phase de l'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée. Sous réserve du décret en Conseil d'Etat, attendu pour le mois de juillet 2024, le CLE, représenté par le Maire de Montpellier, ou son adjoint en charge de l'Emploi et expérimentation TZCLD, va travailler à la rédaction de deux conventions. Ceci déterminera le démarrage effectif de l'expérimentation pilotée par le CLE Montpellier-Grabels et la possibilité d'embauches par l'EBE Hauts Val & Co. Ces conventions sont les suivantes :

### **1. Convention pluriannuelle 2024-2026 entre l'Association Expérimentation Territoriale contre le Chômage de Longue Durée et le Comité Local pour l'Emploi de Montpellier-Grabels**

Cette convention précise les relations et engagements du CLE de Montpellier-Grabels et de l'association ETCLD dans le cadre de la mise en œuvre de l'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée. Elle définit plus particulièrement :

- Le territoire d'intervention ;
- La composition du CLE, son rôle de pilotage de l'expérimentation, ses modalités de gouvernance et de fonctionnement ;
- Que le CLE fait partie de l'équipe expérimentale nationale aux côtés des représentants des EBE de l'ensemble du territoire national, et du Fonds d'expérimentation. A ce titre, il participe aux travaux de l'équipe expérimentale proposés par l'Association ;
- L'engagement du CLE :
  - o A identifier les besoins en termes d'emplois du territoire (notamment par l'information et le suivi des personnes durablement privées d'emploi) et la mobilisation des partenaires du territoire pour le droit à l'emploi ;
  - o A proposer le conventionnement d'unités d'EBE pour créer les emplois supplémentaires nécessaires à l'embauche des personnes privées durablement d'emploi. Dans le cadre de cette convention, le CLE propose de conventionner EBE l'association Hauts Val & Co et pourra proposer, par voie d'avenants, d'autres structures de l'ESS ;
- Le rôle du CLE, chargé du suivi et d'évaluation l'expérimentation, en lien avec l'association ETCLD ;
- Les obligations de communication sur l'expérimentation.

Les signataires de cette convention sont :

- Le CLE Montpellier-Grabels ;
- L'association ETCLD ;

Les autres co-signataires sont :

- L'Etat (Préfecture de l'Hérault) ;
- France Travail ;
- Le Département de l'Hérault.

### **2. Convention pluriannuelle 2024-2026 entre l'Association Expérimentation Territoriale contre le Chômage de Longue Durée, l'EBE Hauts Val & Co et le Comité Local pour l'Emploi de Montpellier-Grabels**

Cette convention précise que le CLE de Montpellier-Grabels, dans le cadre de son plan d'atteinte de l'exhaustivité, en vue de résorber le chômage de longue durée sur le territoire d'expérimentation, propose le conventionnement de l'association Hauts Val & Co pour développer une unité d'EBE. Elle précise aussi que

l'EBE Hauts Val & Co devra créer des emplois supplémentaires en développant des activités utiles sur le territoire, dans le respect de la complémentarité validée par le CLE. Elle embauche sans sélection les personnes volontaires présentées par le CLE. La convention définit plus particulièrement :

- L'identification et les caractéristiques de l'EBE portée par Hauts Val & Co (statut relevant de l'ESS, objet social, date d'ouverture prévue...) ;
- La gouvernance de l'EBE, notamment la participation des salariés à la vie de l'entreprise ;
- Les rôles et responsabilités du CLE et de l'EBE pour la création d'emplois supplémentaires. Le CLE est ainsi chargé de piloter l'atteinte de l'exhaustivité et est garante de la non concurrence des emplois créés par l'EBE. Il s'engage à informer l'EBE de la situation des volontaires pour lui permettre d'anticiper les besoins de création d'emplois supplémentaires. L'EBE s'engage à fournir au CLE les éléments de suivi nécessaires à l'exercice de ses missions, notamment sa capacité de création d'emplois supplémentaires ;
- L'objectif de l'EBE en termes de nombre de création d'emplois supplémentaires, en concertation avec le CLE ;
- Les obligations de l'EBE en matière de transmission à l'association ETCLD de ses comptes annuels et de participation aux réunions de pilotage organisées par cette dernière dans le cadre du suivi de l'expérimentation ;
- Le financement d'une fraction du coût des emplois supplémentaires par la contribution au développement de l'emploi (CDE) composée d'une participation de l'Etat, fixée annuellement par arrêté ministériel et d'une participation du conseil départemental (15% de la part Etat de la CDE). L'EBE peut aussi bénéficier d'une dotation d'amorçage et du complément temporaire d'équilibre du fonds d'expérimentation ;
- L'engagement de l'EBE de mettre en place les conditions de suivi de la mise en œuvre de l'expérimentation par le renseignement des outils de collecte de données transmis au CLE et au fonds d'expérimentation.

Les signataires de cette convention sont :

- L'association Hauts Val & Co ;
- Le CLE Montpellier-Grabels ;
- L'association ETCLD ;

Les autres co-signataires sont :

- L'Etat (Préfecture de l'Hérault) ;
- Le Département de l'Hérault.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la convention pluriannuelle 2024-2026 entre l'Association ETCLD et le CLE de Montpellier-Grabels et de la convention pluriannuelle 2024-2026 entre l'Association ETCLD, l'EBE Hauts Val & Co et le CLE de Montpellier-Grabels ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 19 juillet 2024**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention CLE
- Annexe CLE
- Convention EBE
- Annexes EBE

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20240711-271337-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 19/07/24  
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

*MMM = Collectivités et EPCI du territoire*

*CCC = Nom du Territoire habilité/ou nom du CLE*

*DDD = Nom du Département*

*EEE = Nom de l'EBE*

*TTT = Nom de l'établissement dans le cas où structure porteuse*

*HH HH HHHH = Date de l'habilitation*

*MM MM MMMM = Date de l'arrêté ministériel*

**Convention pluriannuelle années 2024 - 2026**  
**entre l'Association Expérimentation Territoriale contre le Chômage de**  
**Longue Durée et la collectivité locale/l'établissement public de**  
**coopération intercommunale de MMM**

---

Vu la loi n°2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée »,

Vu le décret n°2021-863 du 30 juin 2021 relatif à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée »,

Vu le décret n° 2021-1742 du 22 décembre 2021 modifiant le décret n°2021-863 du 30 juin 2021, relatif à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée »,

Vu le décret n°XXXX du XXXX habilitant les territoires pour mener l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée », publié au JORF du XXX,

Vu la délibération du Conseil départemental de XXX en date du XX/XX/XXXX assurant son engagement dans le déploiement de l'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée,

Vu la délibération de la Ville/de l'EPCI de MMM en date du XX/XX/XXXX assurant son engagement dans le déploiement de l'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée,

La présente convention précise les relations :

Entre, d'une part,

L'association « Expérimentation Territoriale contre le Chômage de Longue Durée »  
(ETCLD)

Siège : 7 rue Leschaud, 44400 REZE,

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901,

Représentée par Monsieur François Nogué en qualité de Président,

Ci-après dénommée « **L'Association** »,

Et,

La collectivité locale/L'EPCI qui porte le Comité Local pour l'Emploi de CCC, dont le siège est à adresse, représenté par Madame/Monsieur XXX; ci-après dénommé le « **Comité Local pour l'Emploi** »,

D'autre part,

Et,

**L'Etat**, représenté par le Préfet en exercice, Monsieur XXXX, sis Préfecture de XXX, adresse, dûment habilité à signer la présente convention,

Ci-après dénommé « **L'Etat cosignataire** »,

D'autre part,

Et,

Le Département du DDD, représenté par le/la Président.e du Conseil Départemental en exercice, Madame/Monsieur XXXX, sis Département de DDD, adresse, dûment habilité à signer la présente convention,

Ci-après dénommé « **Département cosignataire** »,

D'autre part,

Et,

France Travail, Établissement public national, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, placé sous l'autorité du Ministère du Travail, du plein Emploi et de l'Insertion, régi par les articles L.5312-1 à L.5312-14 et R.5312-1 à R.5312-30 du code du travail, domicilié au XXXXX et représenté M. XXXX, Directeur Territorial de XXXX, dûment habilité à signer la présente convention,

Ci-après dénommé « **France Travail cosignataire** »,

Cela exposé, il a été convenu ce qui suit :

## **Préambule**

**« Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi ». C'est en partant de ce principe énoncé dans le préambule de la Constitution de 1946, que le projet Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée a été imaginé et élaboré.**

**Cette expérimentation a pour objectif, pendant cinq ans et dans au moins soixante territoires, de démontrer qu'il est possible à l'échelle d'un territoire, de mobiliser l'ensemble des acteurs dans une dynamique de coopération au service du droit à l'emploi et de créer des emplois supplémentaires dans des entreprises de l'économie sociale et solidaire, sous forme de contrats à durée indéterminée, en faveur des personnes privées durablement d'emploi.**

## **ARTICLE I - OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention précise les relations et engagements du Comité Local pour l'Emploi de CCC et de l'Association dans le cadre de la mise en œuvre de la deuxième phase de l'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée.

## **ARTICLE II - LE TERRITOIRE**

### **II - 1 - Le territoire d'expérimentation**

**Définition du territoire : le territoire d'expérimentation de XXX comprend XXX (les quartiers, les communes, les collectivités...)**

Annexe 1 - Carte du territoire

### **II - 2 - Comité Local pour l'Emploi (CLE)**

#### **II - 2 - 1 - Composition du Comité Local pour l'Emploi :**

Le Comité Local pour l'Emploi est composé de membres de droit :

- de représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements parties prenantes à l'expérimentation, notamment les départements, désignés par leur assemblée respective ;
- d'un représentant de l'Etat ;
- d'un représentant de France Travail ;
- d'un représentant de la direction et d'un représentant des salariés des entreprises conventionnées par le Fonds ;
- d'un représentant des acteurs économiques locaux ;
- d'un représentant des personnes privées durablement d'emploi ;
- d'un représentant du Fonds d'expérimentation mentionné à l'article 10 de la loi n°2020-1577 du 14 décembre 2020 ;

et de membres invités.

Il est présidé par le **maire/président** représentant la collectivité locale/l'EPCI de **MMM**.

*Annexe 2-1 - Liste des membres du Comité Local pour l'Emploi (CLE)*



## **II - 2 - 2 - Rôle du Comité Local pour l'Emploi :**

Le Comité Local pour l'Emploi de CCC fait partie de l'équipe expérimentale nationale aux côtés des représentants des EBE et du Fonds d'expérimentation. A ce titre, il participe aux travaux de l'équipe expérimentale proposés par l'Association.

Il mobilise et organise la coopération des acteurs pour mettre en œuvre le droit à l'emploi. Il est chargé de l'information et de la rencontre avec les personnes privées durablement d'emploi, il veille au caractère supplémentaire des emplois créés par les unités d'EBE au regard de ceux existants sur le territoire. Il est responsable du suivi et de l'atteinte de l'exhaustivité.

Le Comité Local pour l'Emploi est chargé de piloter l'expérimentation dans le territoire habilité selon les principes fondamentaux du projet, d'en suivre le déploiement et de collecter toutes les données nécessaires pour assurer le suivi et établir le bilan et l'évaluation de l'expérimentation.

A ce titre, il est chargé de :

- 1° Coordonner l'action des acteurs locaux participant à l'expérimentation ;
- 2° Etablir un état de la situation socio-économique du territoire en termes de chômage de longue durée et d'activités économiques existantes ;
- 3° Informer et accueillir l'ensemble des personnes privées durablement d'emploi volontaires ;
- 4° Déterminer, en lien avec les acteurs des politiques de l'emploi, la liste des demandeurs d'emploi mentionnés à l'article 9 de la loi du 14 décembre 2020 susvisée volontaires pour participer à l'expérimentation, et identifier leurs compétences ainsi que leur projet professionnel ;
- 5° Organiser, avec France Travail et les acteurs du territoire, les modalités d'accompagnement des personnes privées durablement d'emploi participant à l'expérimentation et identifier leurs besoins de formation ;
- 6° Recenser les activités répondant à des besoins non satisfaits, adaptées aux compétences des personnes privées durablement d'emploi participant à l'expérimentation, non concurrentes des activités économiques existantes et ne se substituant pas aux emplois privés ou publics déjà présents sur le territoire ;

7° Elaborer le programme d'actions mentionné au VII de l'article 9 de la loi du 14 décembre 2020  
susvisée ;

8° Proposer le conventionnement des entreprises participant à l'expérimentation à l'association gestionnaire du fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée ;

9° Assurer le suivi de la mise en œuvre de l'expérimentation et de ses résultats.

Il communique au comité scientifique, comme mentionné à l'article 30 du décret n° 2021-863 du 30 juin 2021, toutes les informations nécessaires à l'évaluation et à l'Association gestionnaire du fonds toutes les informations nécessaires au pilotage et au contrôle, à l'évaluation de l'expérimentation et à la réalisation des rapports d'activité et bilans.

## **II - 2 - 3 - Modalités de gouvernance et fonctionnement du Comité**

### **Local pour l'Emploi :**

Afin d'assurer la continuité de ses missions et d'assurer l'animation de la dynamique de coopération territoriale indispensable à la mise en œuvre du droit à l'emploi, le Comité Local pour l'Emploi s'engage à se réunir au moins 4 fois par an.

Son travail peut s'organiser en commissions.

Il s'appuie sur une équipe projet adaptée à l'objectif d'exhaustivité.

*Annexe 2-2 - Modalités de fonctionnement du CLE (organisation, commissions, rythme...)*

*Annexe 2-3 - Composition de l'équipe et budget prévisionnel de fonctionnement du CLE*

## **ARTICLE III - L'ATTEINTE DE L'EXHAUSTIVITÉ OU LE DROIT À L'EMPLOI**

Le Comité Local pour l'Emploi, à travers l'animation de la coopération locale pour le droit à l'emploi, mobilise l'ensemble des partenaires pour répondre au besoin du territoire.

En complément de l'action des employeurs déjà présents sur le territoire et à la lumière du besoin exprimé, le Comité Local pour l'Emploi a pour objectif de projeter la création des emplois supplémentaires nécessaires au sein d'entreprises à but d'emploi.

### **III - 1 - Besoin en emploi du territoire**

Le Comité Local pour l'Emploi s'engage à mettre en place les actions nécessaires à l'information et à l'accueil continu des personnes concernées (inscrites ou non à France Travail) pendant toute la durée de l'expérimentation.

Il mobilise les moyens d'actions adaptés et assure un suivi de l'atteinte de l'exhaustivité.

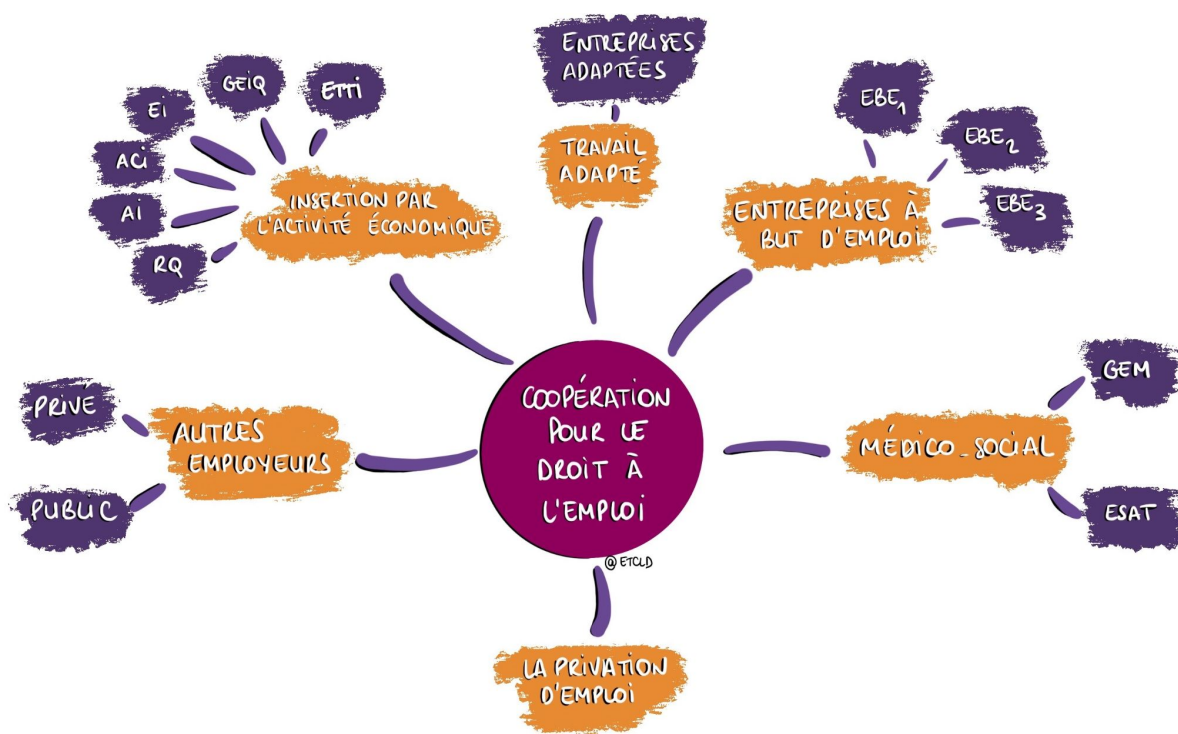
Le nombre estimé de personnes privées durablement d'emploi sur le territoire au **XX XX XXXX** [date CA habilitation] est de **XXXX** personnes. Ce chiffre sera remis à jour annuellement par le comité local pour l'emploi.

*Annexe 2-4 - Suivi de l'exhaustivité et plan d'action du CLE*

### **III - 2 - Mise en œuvre opérationnelle du droit à l'emploi**

#### **III - 2 - 1 - Mobilisation des acteurs existants sur le territoire**

La première responsabilité du Comité Local pour l'Emploi est la mobilisation de la coopération entre les partenaires du territoire pour le droit à l'emploi.



*Identification des partenaires et des leviers d'embauche (employeurs territoriaux, entreprises adaptées, insertion par l'activité économique, ..)*

*Annexe 2-5 - Cartographie des partenaires pour le droit à l'emploi sur le territoire de **XXX**.*

### **III - 2 - 2 - Production d'emplois supplémentaires en EBE**

Pour mettre en œuvre le droit à l'emploi, en complément de l'action des acteurs du territoire, le comité Local pour l'Emploi propose le conventionnement d'unités d'EBE pour créer les emplois supplémentaires nécessaires à l'embauche des personnes privées durablement d'emploi (cf. Article 9 loi du 14 décembre 2020). Une convention tripartite est signée entre l'Association, le Comité Local pour l'Emploi et chaque unité d'entreprise à but d'emploi.

Au HH HH HHHH, le Comité Local pour l'Emploi estime un besoin de création de XXXX emplois supplémentaires en EBE.

Il propose de conventionner l'entreprise citée ci-après ou les entreprises citées ci-après pour développer des unités d'EBE en charge de créer des emplois supplémentaires à travers la réalisation d'activités supplémentaires et non concurrentielles :

Entreprise à but d'emploi 1

Nom : EEE

Statuts : XXX

*Descriptif succinct (activités et organisation)*

Contribution au plan d'atteinte de l'exhaustivité : l'EBE projette la création de XXX emplois supplémentaires correspondant à XXX ETP au 31/12/N+2 (dont XXX d'ETP issus de la privation d'emploi).

Des entreprises non identifiées à la signature de la présente convention peuvent être conventionnées par l'Association sur proposition du Comité Local pour l'Emploi. Ce conventionnement est intégré par avenant.

Annexe 2-6 - Calendrier de création d'emplois supplémentaires en EBE sur le territoire CCC

### **III - 2 - 3 - Pilotage par le Comité Local pour l'Emploi de l'exhaustivité et de la complémentarité des emplois**

Le Comité local pour l'emploi de CCC s'engage à mettre en œuvre les moyens d'actions et les correctifs adaptés pour veiller au respect des principes essentiels de l'expérimentation que sont :

- l'information de tous les habitants du territoire, l'exhaustivité des contacts auprès des personnes privées d'emploi et la mise en œuvre du droit à l'emploi pour tous les volontaires ;
- la nature supplémentaire/non concurrentielle des activités créées par les unités d'EBE conventionnées. Celles-ci ne se substituent pas à des offres existantes et ne créent pas d'effet d'aubaine.

#### **ARTICLE IV - BILAN ET ÉVALUATION DE L'EXPÉRIMENTATION**

Le Comité Local pour l'Emploi de CCC assure le suivi de la mise en œuvre de l'expérimentation et ses résultats. Pour cela, il communique :

- au comité scientifique mentionné à l'article 28 du décret n°2021-863 du 30 juin 2021, toutes les données nécessaires à l'évaluation ;
- à l'Association gestionnaire du fonds toutes les informations nécessaires au pilotage, au contrôle, à l'évaluation de l'expérimentation et à la réalisation des rapports d'activité et bilans.

Le Comité Local pour l'Emploi de CCC s'engage à renseigner les outils de collecte de données transmis par l'Association.

Par ailleurs, le Comité Local pour l'Emploi s'engage à apporter son concours à la deuxième phase expérimentale en participant aux travaux de l'équipe expérimentale.

#### **ARTICLE V - COMMUNICATION**

Toute la communication et tous les supports relatifs à la communication sur l'expérimentation dans le territoire doivent faire mention de l'Association, du ministère chargé de l'emploi, du département et de France Travail

Pour l'Association, le logo est celui apposé sur la présente convention.

Le territoire peut utiliser le logo avec la précision « Territoire habilité de CCC, loi n°2020-1577 du 14 décembre 2020 ».

#### **ARTICLE VI - DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue entre l'Association et le Comité Local pour l'Emploi de CCC pour la durée de l'expérimentation à compter du MM MM MMMM [date arrêté ministériel].

#### **ARTICLE VII - AVENANT**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fait l'objet, après accord entre les parties, d'un avenant.

#### **ARTICLE VIII - RÉSILIATION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, cette convention peut être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, avec un préavis de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. La mise en œuvre de cette procédure de résiliation peut entraîner, le cas échéant, la fin de l'habilitation.

#### **ARTICLE IX - COLLECTE ET TRANSMISSION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Les comités locaux pour l'emploi et les entreprises à but d'emploi sont autorisés, par l'article 11 de la loi du 14 décembre 2020 et dans les conditions fixées par l'article 30 du décret du 30 juin 2021 susvisés, à transmettre des données à caractère personnel, à l'Association gestionnaire du fonds, y compris le numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques, relatives aux personnes mentionnées au VI de l'article 9 de la loi du 14 décembre 2020 susvisée. L'Association gestionnaire du fonds est responsable du traitement des données.

La collecte de données personnelles répond à une obligation légale et ne peut faire l'objet d'une opposition.

La transmission des données a pour finalités de permettre :

- le pilotage et le contrôle de l'expérimentation ;
- la production des rapports d'activité et des bilans prévus au III de l'article 9 de la loi du 14 décembre 2020 susvisée ;
- l'évaluation de l'expérimentation prévue au IV de l'article 9 de la loi du 14 décembre 2020 susvisée ;
- le financement des EBE prévus à l'article 10 de la loi du 14 décembre 2020 susvisée.

***Cet article pourra faire l'objet de modifications par avenant en fonction de l'évolution du cadre réglementaire.***

Fait à , le

XXXX,  
Maire de MMM,  
Pour le Comité local de CCC

François Nogué  
Président de l'Association ETCLD,

XXXX,  
Préfet de XXX  
Pour l'Etat cosignataire

XXXX  
France Travail XXX,  
Pour France Travail cosignataire,

XXXX,  
Président du Conseil départemental de  
DDD,  
Pour Département cosignataire,

**Table des Annexes :**

Annexe 1 - Carte du territoire

Annexe 2-1 - Liste des membres du Comité Local pour l'Emploi (CLE)

Annexe 2-2 - Modalités de fonctionnement du CLE (organisation, commissions, rythme...)

Annexe 2-3 - Composition de l'équipe et budget prévisionnel de fonctionnement du CLE

Annexe 2-4 - Suivi de l'exhaustivité et plan d'action du CLE

Annexe 2-5 - Cartographie partenaires pour le droit à l'emploi sur le territoire de CCC

Annexe 2-6 - Création d'emploi supplémentaire en EBE sur le territoire de CCC



Date : MM MM MMMM (Date de la publication de l'arrêté)

#### Comité local pour l'emploi (CLE)

#### Annexe 2-1 - Liste des membres du Comité Local pour l'Emploi (CLE) :

Le Comité Local pour l'Emploi de la collectivité de XXX se compose de :

- Membres de droits à lister + nom/prénom si identifié
- Membres invités + nom/prénom si identifié

#### Annexe 2-2 - Modalités de fonctionnement du CLE (organisation, commissions, rythme, ... ) :

Le Comité Local pour l'Emploi de l'expérimentation de CCC a son siège à XXXXX. Il est présidé par le maire de XXX, Monsieur/Madame /ou/ Le président, XXX.

[Description succincte de l'organisation si commissions ou autre]

### Annexe 2-3 - Composition de l'équipe et budget prévisionnel de fonctionnement du CLE :

- **Composition :**

*Description succincte*

Composition de l'équipe opérationnelle du Comité Local pour l'Emploi									
Nom	Prénom	ETP au sein de l'équipe	Fonction au sein de l'équipe	Modalités de mobilisation	Date d'entrée dans l'équipe projet	Date de fin de contrat ou de présence dans l'équipe	Durée du contrat, de la MAD, du partenariat (en année)	Type de structure d'origine	Nom de la structure d'origine de la mise à disposition ou du mécénat
XXX	XXX	XXX ETP	XXX	XXX	XXX	XXX	XXX	XXX	XXX
XXX	XXX								

• **Budget :**

Budget prévisionnel du Comité Local pour l'Emploi								
DEPENSES	2022	2023	2024		RECETTES	2022	2023	2024
Frais de fonctionnement	€	€	€		Fonds européens	€	€	€
Dépenses de personnel	€	€	€		Etat	€	€	€
					Conseil régional de XXX	€	€	€
					Conseil départemental du DDD	€	€	€
					Intercommunalité de XXX	€	€	€
					Commune de XXX	€	€	€
					Partenaire privé	€	€	€
					Autres (dons, cotisations...)	€	€	€
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	€	€	€		<b>TOTAL DES RECETTES</b>	€	€	€
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	2022	2023	2024		FINANCEMENTS	2022	2023	2024
Mise à disposition	€	€	€		Commune de XXX	€	€	€
Mécénat de compétences	€	€	€		Fondation	€	€	€
Bénévolat	€	€	€					
<b>TOTAL</b>	€	€	€		<b>TOTAL</b>	€	€	€

## Annexe 2-4 - Suivi de l'exhaustivité et plan d'action du CLE :

### ● Cible :

*Nombre estimé de PPDE sur le territoire (cf. dossier candidature)*

XXXXX personnes potentiellement concernées par la privation d'emploi sur le territoire (Total : DELD/BRSA/mission local/ autres).

Estimation de XXXXX personnes privées d'emplois volontaires.

Estimation de XXXX emplois supplémentaires à créer en EBE.

### ● Stratégie d'identification :

*Description de la stratégie (cf. dossier candidature)*

### ● Méthode d'information :

*Description de la méthode (cf. dossier candidature)*

Solde de liste de mobilisation au 31/12/XXX		XXX
---	--	-----

Statut	XXX (N)		XXX (N+1)	XXX (N+2)
A - Entrée en liste des volontaires	X X			
B - Sortie de la PDE en EBE	XX			
C - Sortie de la PDE hors EBE	XX			
D - Plus volontaire/plus éligible				

Solde de la liste de mobilisation	XX			
-----------------------------------	----	--	--	--

**Annexe 2-5 - Cartographie partenaires pour le droit à l'emploi sur le territoire de CCC:**

*[Insérer ici cartographie partenaires spécifique au territoire]*

**Annexe 2-6 - Calendrier de création d'emplois supplémentaires d'emploi en EBE sur le territoire CCC**

Calendrier des créations d'emplois supplémentaires			
<i>Indiquer les EBE déjà existantes, ainsi que les projets de création d'EBE</i>			
	Projection XXX (N)	Projection XXX (N+1)	Projection XXX (N+2)
Unité d'EBE n°1 - XXX	XX ETP issus de la privation d'emploi	XX ETP issus de la privation d'emploi	XX ETP issus de la privation d'emploi
	XX ETP non issus de la privation d'emploi	XX ETP non issus de la privation d'emploi	XX ETP non issus de la privation d'emploi
Unité d'EBE n° 2 - xxxx	XX ETP issus de la privation d'emploi	XX ETP issus de la privation d'emploi	XX ETP issus de la privation d'emploi
	XX ETP non issus de la privation d'emploi	XX ETP non issus de la privation d'emploi	XX ETP non issus de la privation d'emploi

*MMM = Collectivités et EPCI du territoire*

*CCC = Nom du Territoire habilité/ou nom du CLE*

*DDD = Nom du Département*

*EEE = Nom de l'EBE*

*TTT = Nom de l'établissement dans le cas où structure porteuse*

*CC CC CCCC = Date du CA de conventionnement*

**Convention pluriannuelle année 2024 - 2026**  
**entre l'Association Expérimentation Territoriale contre le**  
**Chômage de Longue Durée, l'EBE EEE (/établissement TTT dans le**  
**cas de structure porteuse) et la collectivité locale/l'EPCI de MMM**

---

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire,  
Vu la loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans  
l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de  
longue durée »,

Vu le décret n°2021-863 du 30 juin 2021 relatif à l'expérimentation « territoire zéro  
chômeur de longue durée »

Vu le décret n° 2021-1742 du 22 décembre 2021 modifiant le décret n° 2021-863 du 30  
juin 2021, relatif à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée »,

Vu l'arrêté du 18 décembre 2023 fixant le montant de la participation de l'Etat au  
financement de la contribution au développement de l'emploi du 1er janvier 2024 au 30  
décembre 2024,

Vu le décret n°XXXX du XXXX habilitant les territoires pour mener l'expérimentation «  
territoires zéro chômeur de longue durée », publié au JORF du XXX,

Vu la délibération du Conseil départemental de DDD en date du XX XX XXXX assurant  
son engagement dans le déploiement de l'expérimentation territoriale contre le chômage  
de longue durée

Vu la délibération du Conseil Départemental du XX XX XXXX relative aux délégations de  
compétences à la Commission Permanente,

Vu la délibération du Conseil Départemental du XX XX XXX relative au budget primitif XXX,

Vu la délibération de la Ville/de l'EPCI de MMM en date du XX XX XXXX assurant son  
engagement dans le déploiement de l'expérimentation territoriale contre le chômage de  
longue durée

La présente convention précise les relations :

Entre,

**L'Association « Expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée »** (ETCLD), association loi 1901, dont le siège est à Le Mékano, 7 rue Leschaud, 44400 REZÉ, représentée par son Président en exercice, Monsieur François NOGUÉ, dûment habilité à signer la présente convention,

Ci-après dénommée « **L'Association** »,

D'une part ,

La collectivité locale/l'EPCI de **MMM**, qui porte le comité local chargé du pilotage et de l'appui à l'expérimentation de **CCC**, dont le siège est à **XXXX**, représenté par **XXXX**, en qualité de **XXXX** ci-après dénommé le « **Comité Local pour l'Emploi** »,

Et,

L'Entreprise à but d'emploi **EEE**, dont le siège est à **XXXX**, représentée par **XXXX**, ci-après dénommée « **EBE EEE** »,

D'autre part,

Et,

L'Etat, représenté par le Préfet en exercice, Monsieur **XXXX**, sis Préfecture de **DDD, rue de la**, dûment habilité à signer la présente convention,

Ci-après dénommé « L'Etat cosignataire »,

D'autre part,

Et,

**Le Département**, représenté par **le Président du Conseil Départemental** en exercice, Monsieur **XXXX**, sis Département de **DDD, rue de la**, dûment habilité à signer la présente convention par délibération de la Commission Permanente du **XXX**,

Ci-après dénommé « **le Département cosignataire** »,



Cela exposé, il a été convenu ce qui suit :

## **Préambule**

***Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi », C'est en partant de ce principe énoncé dans le préambule de la Constitution de 1946, que le projet Territoires zéro chômeur de longue durée a été imaginé et élaboré.***

***Cette expérimentation a pour objectif, pendant cinq ans et dans au moins soixante territoires, de démontrer qu'il est possible à l'échelle d'un territoire, de mobiliser l'ensemble des acteurs dans une dynamique de coopération au service du droit à l'emploi et de créer des emplois supplémentaires dans des entreprises de l'économie sociale et solidaire, sous forme de contrats à durée indéterminée, en faveur des personnes privées durablement d'emploi.***

## **ARTICLE I - L'ENTREPRISE À BUT D'EMPLOI (EBE)**

Le Comité Local pour l'Emploi (CLE) de CCC, dans le cadre de son plan d'atteinte de l'exhaustivité, propose le conventionnement de l'entreprise EEE pour développer une unité d'EBE.

L'EBE EEE participe à l'objectif d'atteinte de l'exhaustivité du territoire. A ce titre, elle respectera le principe de l'embauche sans sélection des Personnes Privées Durablement d'Emploi (PPDE) présentées par le Comité local pour les emplois supplémentaires financés par la contribution au développement de l'emploi.

L'EBE EEE crée des emplois supplémentaires en développant des activités utiles sur le territoire, dans le respect de la complémentarité validée par le comité local pour l'emploi. Elle embauche sans sélection les personnes volontaires présentées par le CLE.

### **I - 1 - Identifications et caractéristiques de l'EBE**

#### **I - 1 - 1 - Identification de l'EBE**

Nom : EEE

Structure juridique porteuse de l'unité d'EBE : XXX

Objet social : création d'emplois supplémentaires

Siège social : XXXX

Sites d'activité (sur la zone expérimentale) : XXXX

- Site n°1 : type de local + surface de local + adresse + activités concernées + date d'ouverture prévisionnelle
- Site n°xx : type de local + surface de local + adresse + activités concernées + date d'ouverture prévisionnelle

Numéro de SIRET : XXXX

OPCO : XXXX (Code APE XXXX)

Date prévisionnelle d'ouverture de l'unité EBE : XXX

Apport initial en capital ou fonds propres : XXX €

### **I - 1 - 2 - Éléments attestant de son appartenance au champ de l'Économie Sociale et Solidaire mentionnée aux articles 1er et 2 de la loi du 31 juillet 2014 susvisée**

L'EBE **EEE**, conformément à la loi du 31 juillet 2014, fait partie intégrante de l'Économie sociale et solidaire. A ce titre, elle répond aux conditions requises en raison de la nature de ses statuts de (asso/coopérative/mutuelle/ESUS).

### **I - 1 - 3 - Éléments attestant de la non lucrativité**

L'EBE **EEE**, s'engage, dans ses statuts, à ne pas dédier ses bénéfices à un autre objet que l'expérimentation pour le développement du droit à l'emploi. Aucune part des bénéfices ne peut être affectée à la rémunération d'actionnaires ou de porteurs de part sociale. Cet engagement est formalisé dans l'article XXXX des statuts.

### **I - 2 - Gouvernance de l'EBE**

La structure porteuse de l'EBE **EEE** est administrée par un CA, un bureau, un conseil de surveillance, un directoire, ou XXXXX (voir annexe 1).

(Le cas échéant) La structure porteuse de l'unité d'EBE porte par ailleurs une activité de XXXXXX, les outils de suivi de la structure doivent permettre d'isoler l'activité de l'EBE et son suivi budgétaire (activité, ETP créés, budget, ...) (voir annexe 2).

L'EBE **EEE** prévoit d'organiser la participation des salariés à la vie de l'entreprise.

## **ARTICLE II - L'EMPLOI SUPPLÉMENTAIRE**

### **II - 1 - Articulation des rôles et responsabilités du CLE et de l'EBE pour la création d'emplois supplémentaires**

Le CLE de CCC est chargé de piloter l'atteinte de l'exhaustivité et est garant de la suppléantarité des emplois créés par les unités d'EBE EEE sur le territoire de CCC.

Le CLE de CCC s'engage à informer mensuellement l'EBE EEE de la situation de la liste des volontaires au droit à l'emploi pour lui permettre d'anticiper les besoins de création d'emplois supplémentaires au sein du collectif de travail.

L'EBE EEE s'engage à fournir au CLE de CCC les éléments de suivi nécessaires à l'exercice de ses missions, notamment concernant les évolutions de sa capacité de création d'emplois supplémentaires.

### **II - 2 - Production d'emplois supplémentaires par l'EBE EEE**

L'objectif de l'EBE EEE est de concourir à l'atteinte de l'exhaustivité sur le territoire de CCC délimité dans le cadre de l'expérimentation par la production d'emplois supplémentaires. L'EBE propose de produire d'ici le XXXX XXXXX 202X, XXXX emplois supplémentaires. Cette cible a été définie en concertation avec le comité local pour l'emploi, au regard des personnes privées durablement d'emploi et des activités identifiées.

L'organisation du travail au sein de l'EBE EEE est communiquée à l'Association, en précisant les différents types d'activités, leurs modalités de mise en œuvre, le prévisionnel d'emplois supplémentaires créés (en ETP - équivalent temps plein), le budget prévisionnel et le prévisionnel d'investissement.

### **II - 3 - Le modèle économique de l'EBE**

L'EBE EEE s'engage à mettre en place une comptabilité analytique en respectant le plan comptable général unifié transmis par l'Association (annexe 3), à clôturer les comptes de

l'EBE chaque année le 31/12/N (maximum 12 mois) et à transmettre toutes informations nécessaires à l'Association.

L'EBE s'engage à fournir à l'Association gestionnaire du Fonds des comptes annuels arrêtés au plus tard le 30 avril de chaque année (via le téléchargement du fichier des écritures comptables(FEC) dans le SI).

L'EBE **EEE** participe aux réunions de pilotage organisées par le Fonds d'expérimentation avec le comité local de **CCC**. Dans ce cadre, elle s'engage à fournir tous les éléments nécessaires à la bonne tenue de l'exercice (budgets prévisionnels mis à jour, bilans et comptes de résultats, suivi de trésorerie, suivi financier des activités de l'entreprise à but d'emploi, etc.).

Sont annexées à la présente convention les prévisions concernant l'entreprise à but d'emploi.

**Annexe 2-3 ou Annexe 2-2** - Budget prévisionnel, descriptif des activités et plan d'investissement de l'EBE

*Annexe 3 - Plan comptable généralisé spécifique à l'entreprise à but d'emploi*

### **ARTICLE III - LE FINANCEMENT DE L'EMPLOI SUPPLÉMENTAIRE**

Conformément à la loi n°2020-1577 du 14 décembre 2020, l'Association est chargée de financer une fraction du coût des emplois supplémentaires créés par les entreprises à but d'emploi. Elle peut également financer le démarrage et le développement des entreprises conventionnées à l'aide de la dotation d'amorçage et du complément temporaire d'équilibre.

#### **III - 1 - La contribution au développement de l'emploi**

##### **III - 1 - 1 - Le taux et la composition de la contribution au développement de l'emploi**

Le taux de la contribution au développement de l'emploi versée à chaque entreprise à but d'emploi par équivalent temps plein est fixé par l'Association en proportion du salaire minimum de croissance. Il s'applique aux emplois supplémentaires créés dans l'entreprise à but d'emploi.

La contribution au développement de l'emploi versée par l'Association est composée d'une participation de l'Etat dont le taux est fixé annuellement par arrêté ministériel (entre 53% et 102%) et d'une participation du Département s'élevant à minima à 15% de la part Etat et pouvant être abondé volontairement par le Département. La contribution de l'Etat est déterminée en fonction du cadre réglementaire en vigueur.

Le Département de **DDD** s'engage à contribuer à hauteur de **15%** de la part Etat à la contribution au développement de l'emploi, par emploi supplémentaire créé en ETP.

Conformément au décret n° 2021-1742 du 22 décembre 2021 modifiant le décret n° 2021-863 du 30 juin 2021 relatif à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée », la prise en charge des emplois supplémentaires occupés par des salariés non issus d'une privation d'emploi, mais qui concourent, notamment par des fonctions d'encadrement et de supervision, à l'activité des entreprises participant à l'expérimentation, s'effectue dans la limite de 10 % des équivalents temps plein recrutés dans l'entreprise à but d'emploi concernée.

### **III - 1 - 2 - Versement de la contribution au développement de l'emploi**

Le versement de la contribution au développement de l'emploi intervient mensuellement sur la base d'une déclaration de l'employeur justifiant le nombre d'emplois supplémentaires projetés en équivalent temps plein.

En M+1, l'Association procède à une régularisation du montant versé en M par rapport aux montants effectivement dus sur le mois M, en se basant sur les données indiquées dans la Déclaration Sociale Nominative (DSN).

Détails:

- Les mois de février, mai et septembre, l'EBE communique à l'Association ses prévisions d'effectifs pour l'année en cours, via le système d'information.
- Avant le 15 de chaque mois, l'EBE télécharge sur le système d'information la DSN correspondant aux salaires du mois précédent et doit faire valider dans certains cas, via le système d'information, des nouveaux salariés issus de la privation d'emploi au CLE.
- Après réception de la participation de l'Etat et du Département et au plus tard le 25 du mois, l'Association verse à l'EBE le montant de la contribution au développement de l'emploi sur la base d'une part de la prévision de recrutement pour le mois suivant et d'autre part du bilan des recrutements du mois précédent (éventuel écart entre les recrutements effectifs et la prévision communiquée à l'Association).

*Annexe 4 - La contribution de développement de l'emploi part Etat (schéma)*

### **III - 1 - 3 - Les modalités de modulation de la contribution au développement de l'emploi :**

Le taux de la contribution au développement de l'emploi peut être modulé dans les conditions prévues à l'article 24 du décret n°2021-863 du 30 juin 2021, par décision de l'association gestionnaire du fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée en fonction:

- des objectifs de l'entreprise en matière de créations d'emplois et de développement des activités exercées ;
- de la part que prennent les recettes de l'entreprise résultant de la vente de biens et services dans la couverture des charges liées à ces activités et des résultats de l'entreprise ;
- des spécificités socio-économiques du territoire.

### **III - 2 - La dotation d'amorçage**

La dotation d'amorçage est versée pour la création de chaque équivalent temps plein supplémentaire par l'entreprise à but d'emploi conventionnée. Elle ne peut excéder 30% du montant brut du salaire minimum de croissance et est versée en deux fois ;

En N+1, l'Association procède à une régularisation des montants versés par rapport aux montants effectivement dus sur l'année N, en se basant sur les justificatifs produits par l'entreprise à but d'emploi.

*Annexe 6 - La dotation d'amorçage (schéma)*

### **III - 3 - Complément temporaire d'équilibre**

Le complément temporaire d'équilibre est mobilisable, en fonction des comptes annuels arrêtés de l'entreprise conventionnée et après négociation avec l'Association gestionnaire du fonds. Le complément temporaire d'équilibre est préalablement approuvé par le ministre chargé de l'emploi. Le montant de cette dotation ne peut pas excéder l'éventuel déficit courant d'exploitation de l'entreprise conventionnée pour la période considérée.

*Annexe 7 - Le complément temporaire d'équilibre, CTE (schéma)*

### **III - 4 - Avenant**

Un avenant assorti d'une annexe financière vient actualiser, pour chaque année civile, le taux de contribution au développement de l'emploi et le montant de la dotation d'amorçage.

## **ARTICLE IV - FORMATION DANS L'EMPLOI**

#### **IV - 1 - Les actions de formation professionnelle ou de validation des acquis de l'expérience nécessaires à la réalisation du projet professionnel des personnes embauchées**

L'EBE **EEE** doit fournir un plan de développement des compétences en rapport avec les exigences de qualité de l'emploi de l'EBE ainsi que son financement. Les formations se déroulent sur le temps de travail et sont rémunérées. Parallèlement, des formations sur le territoire peuvent être organisées en liaison avec le service public de l'emploi ou tout autre organisme ou institution habilité à le faire.

#### **IV - 2 - Les modalités d'accompagnement, en lien avec France Travail et les acteurs de la politique de l'emploi des personnes embauchées**

France Travail ou tout autre organisme et institution habilité peut proposer aux salariés des services d'accompagnement pour accéder à l'emploi en secteur privé ou public. Le choix de quitter l'EBE conventionnée appartient aux salariés. Ces modalités doivent être organisées avec le comité local et en lien avec les acteurs du service public de l'emploi ou tout autre organisme ou institution habilité. L'accompagnement réalisé dans l'entreprise ne concerne que ce qui relève de sa responsabilité d'employeur et de son mode d'organisation.

#### **ARTICLE V - PILOTAGE, BILAN ET ÉVALUATION DE L'EXPÉRIMENTATION**

L'EBE doit mettre en place les conditions de suivi de la mise en œuvre de l'expérimentation, pour pouvoir fournir au comité local pour l'emploi et à l'Association gestionnaire du fonds les données nécessaires au suivi, au bilan et à l'évaluation de l'expérimentation. L'EBE s'engage à renseigner les outils de collecte de données transmis par le Fonds, ceux-ci pouvant évoluer au fil des avenants annuels.

Le comité local peut librement mettre en œuvre une évaluation avec des partenaires locaux en complément.

En tout état de cause, cette évaluation ne peut se substituer au Bilan de l'Association gestionnaire du fonds.

*Annexe 8 - Liste des éléments à fournir par l'EBE : Déclaration trimestrielle de la prévision des effectifs de l'EBE; liste des éléments du pilotage*

#### **ARTICLE VI - COLLECTE ET TRANSMISSION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Les Comités Locaux pour l'Emploi et les Entreprises à But d'Emploi sont autorisés, par l'article 11 de la loi du 14 décembre 2020 et dans les conditions fixées à l'article 30 du décret du 30 juin 2021 susvisé, à transmettre des données à caractère personnel, à l'association gestionnaire du fonds, y compris le numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques, relatives aux personnes mentionnées au VI de l'article 9 de la loi du 14 décembre 2020 susvisée. L'Association gestionnaire du Fonds est responsable du traitement des données.

La collecte de données personnelles répond à une obligation légale et ne peut faire l'objet d'une opposition.

La transmission des données a pour finalités de permettre :

- le pilotage et le contrôle de l'expérimentation ;
- la production des rapports d'activité et des bilans prévus au III de l'article 9 de la loi du 14 décembre 2020 susvisée ;
- l'évaluation de l'expérimentation prévue au IV de l'article 9 de la loi du 14 décembre 2020 susvisée.
- le financement des EBE prévus à l'article 10 de la loi du 14 décembre 2020.

***Cet article pourra faire l'objet de modifications par avenant en fonction de l'évolution du cadre réglementaire.***

## **ARTICLE VII - COMMUNICATION**

Toute la communication et tous les supports relatifs à la communication sur l'expérimentation dans le territoire doivent faire mention de l'Association, du ministère chargé de l'emploi, du département et du comité local pour l'emploi.

Le logo de l'Association est celui apposé sur la présente convention.

L'EBE peut utiliser le logo de l'Association avec la précision « Entreprise à but d'emploi, Territoire habilité de CCC, loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 ».

Le comité local peut utiliser le logo de l'Association avec la précision « Territoire habilité de CCC, loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 ».

## **ARTICLE VIII - DURÉE DE LA CONVENTION**



La présente convention est conclue pour la durée de l'expérimentation et prend effet à compter du [date de passage en CA de conventionnement] CC CC CCCC.

La présente convention sera actualisée chaque année par avenant.

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fait l'objet, après accord entre les parties, d'un avenant.

#### **ARTICLE IX - RÉILIATION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, cette convention peut être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, avec un préavis de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. La mise en œuvre de cette procédure de résiliation peut entraîner, le cas échéant, la fin du conventionnement.

Fait à

, le

François Nogué

Le Président de l'Association ETCLD,

XXXX

Président(e) de l'EBE EEE

XXXXXX

Le Président de MMM, représentant  
le Comité local pour l'emploi de  
CCC,

XXXX

Préfet(X) de DDD  
Pour l'Etat cosignataire,

XXXX

Président du conseil départemental de DDD,

Pour le Département cosignataire,

**Table des Annexes :**

Annexe 1 - Statuts

Annexe 2-1 - Eléments de présentation de l'articulation si unité d'EBE adossée à une structure existante

Annexe 2-2 - Organigramme et projection de production d'emplois supplémentaires

Annexe 2-3 - Modèle économique, activités et plan d'investissements de l'EBE

Annexe 3 - Plan comptable généralisé spécifique à l'entreprise à but d'emploi

Annexe 4 - Le financement de l'emploi supplémentaire en EBE

Annexe 5 - Liste des éléments à fournir par l'EBE : Déclaration trimestrielle de la prévision des effectifs de l'EBE; liste des éléments du pilotage

## Le financement de l'emploi supplémentaire

La [loi du 14 décembre 2020](#) prévoit le financement des emplois supplémentaires en EBE pour l'expérimentation "territoires zéro chômeur de longue durée" avec :

la contribution au  
développement de l'emploi la  
dotation d'amorçage  
le complément temporaire d'équilibre

### Contribution au développement de l'emploi (CDE)

L'expérimentation Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée propose de supprimer la privation durable d'emploi en redirigeant son coût pour financer les emplois supplémentaires nécessaires à la population.

Ainsi, le Fonds d'expérimentation mobilise la contribution au développement de l'emploi (CDE) qui permet le financement des emplois supplémentaires créés par les entreprises à but d'emploi qui embauchent, sur proposition du comité local, les personnes volontaires pour réaliser des travaux utiles à leur territoire.

Cette contribution est  
composée :  
d'une  
participation de  
l'Etat  
d'une participation du Département

Le concours financier obligatoire des départements est une nouveauté introduite par le législateur dans la deuxième loi d'expérimentation.

1. Participation financière de l'Etat pour l'année 2024 à la contribution au développement de l'emploi - 95% smic brut

► **L'arrêté ministériel n°0295 du 18 décembre 2023:** „En application de l'article 24 du décret du 30 juin 2021 modifié susvisé, le montant de la participation de l'Etat au financement de la contribution au développement de l'emploi est fixé, au titre de l'année 2024, à 95 % du montant brut horaire du salaire minimum de croissance, appliqué au nombre d'équivalents temps plein recrutés dans le cadre de l'expérimentation avant le **31 décembre 2024** „ Article 2 de l'arrêté ministériel publié au JORF n° 0295 du 21 décembre 2023.

- Chaque année, un nouvel arrêté ministériel confirme ou modifie la prise en charge du taux de CDE par l'Etat (prochaine échéance : décembre 2024)

2. Participation financière obligatoire des Départements fixée à 15% de la part Etat à la contribution au développement de l'emploi

- **Le décret n°2021-863 du 30 juin 2021 et son décret modificatif n° 2021-1742 du 22 décembre 2021**

*: "Le montant de la contribution au développement de l'emploi pris en charge financièrement par l'Etat correspond, pour chaque équivalent temps plein recruté dans le cadre de l'expérimentation, à une fraction, comprise entre 53 % et 102 %, du montant brut horaire du salaire minimum de croissance, fixée annuellement par arrêté des ministres en charge de l'emploi et du budget. Les départements contribuent, pour chaque équivalent temps plein, au financement de cette contribution à hauteur de 15 % du montant de la participation de l'Etat. La prise en charge des emplois supplémentaires occupés par des salariés ne répondant pas aux conditions fixées au VI de l'article 9 de la loi du 14 décembre 2020 susvisé, mais qui concourent, notamment par des fonctions d'encadrement et de supervision, à l'activité des entreprises participant à l'expérimentation, s'effectue dans la limite de 10 % des équivalents temps plein recrutés dans l'entreprise à but d'emploi concernée." - Article 24 du décret n°2021-863 du 30 juin 2021*

3. Complément volontaire à la contribution au développement de l'emploi

Le département peut compléter librement la part obligatoire de la contribution au-delà des 15% prévus par la loi.

- **La loi n°2020-1577 du 14 décembre 2020** : *"Le décret mentionné au premier alinéa du présent VI ne peut prévoir que le montant du concours financier obligatoire des départements excède, pour chaque salarié embauché à temps plein dans le cadre de l'expérimentation mentionnée à l'article 4, celui du montant forfaitaire mentionné à l'article L.262-3 du code de l'action sociale et des familles. Le concours obligatoire des départements fixé par le décret peut être complété par une contribution volontaire."*

4. Prise en compte de tous les emplois supplémentaires issus ou non de la privation d'emplois

La CDE finance tous les emplois supplémentaires créés dans les EBE conventionnées (avec une prise en compte de maximum 10% de l'effectif en ETP occupés par des personnes non issues de la privation d'emploi). L'unité de calcul est l'ETP. Ainsi, pour 100 ETP travaillés au total dans l'EBE, le Fonds d'expérimentation (avec les contributions de l'État et des départements) peut financer jusqu'à 10 ETP travaillés occupés par des personnes non issues de la privation d'emploi.

Exemples:

*Si, pour 100 ETP travaillés au total, 12 sont occupés par des personnes non issues de la privation d'emploi et 88 occupés par des PPDE alors, 98 ETP travaillés sur 100 pourront être financés {88+10}.*

*Si, pour 100 ETP travaillés au total, 7 sont occupés par des personnes non issues de la privation d'emploi et 93 par des PPDE, alors, 100 ETP travaillés pourront être financés*

{93+7}.

**Versement :** La contribution au développement de l'emploi (part Etat et part Département) est versée mensuellement le 25 du mois sur le prévisionnel annoncé par l'EBE et régularisé suivant le téléversement de la DSN sur le système d'information. Le versement de la part départementale ne sera effectif qu'à partir du versement de la CDE par le département concerné au Fonds.

**La déclaration des prévisions des ETP mensuels sur notrexpe :** Afin de permettre le versement de la contribution au développement de l'emploi, l'EBE transmet au Fonds avant la fin de chaque année ses prévisions d'effectifs mensuels pour l'année suivante. Ces données devront être consolidées à deux reprises dans l'année (au mois de février et au mois de mai) afin de s'assurer de la fiabilité des données transmises précédemment. Ces données permettent la production d'un appel de fonds auprès de l'Etat.  
Pour toute modification en dehors de ces périodes, contacter [financement@etclid.fr](mailto:financement@etclid.fr)

**Le téléchargement de la DSN :** Avant le 15 de chaque mois, l'EBE télécharge dans le SI la DSN (Déclaration Sociale Nominative) reprenant les éléments de paie de la structure.  
**Attention:** le téléchargement après cette date de la DSN sur le système d'information entraînera automatiquement le décalage du versement de la CDE au mois suivant (ie. je télécharge ma DSN le 16 mars, la CDE de mars sera versée en avril)  
Pour toute problématique de téléversement de la DSN, contactez les collègues du Fonds le plus tôt possible (et avant le 15 du mois).

**Exemple:**

L'EBE XX prévoit dans sa déclaration des prévisions des ETP mensuels : 10 ETP en octobre/ 12 ETP en novembre/ 14 ETP en décembre  
Le fonds d'expérimentation verse sur la base du prévisionnel la CDE le 25 du mois  
Le 5 novembre, l'EBE XX télécharge sa DSN sur le système d'information. Le SI calcule automatiquement le montant de CDE qui aurait dû être versé : 8 ETP  
Le 25 novembre, le Fonds d'expérimentation verse la CDE de novembre sur la base du prévisionnel régularisée sur la base du nombre d'ETP créé

La contribution au développement de l'emploi est versée en fonction des ETP travaillés par l'EBE. Ces ETP travaillés intègre le temps de travail du salarié ainsi que les congés payés (DSN : éléments du bloc Activité - S21.G00.53)

## Dotation d'amorçage

La dotation d'amorçage est un financement forfaitaire que l'EBE perçoit dans le cadre de l'expérimentation : elle accompagne le développement de l'effectif des unités d'EBE en apportant un financement à l'année de création de chaque ETP supplémentaire.

**Calcul:**

- > Nombre prévisionnel d'ETP issus de la privation d'emploi au 31/12/N \* 30% du SMIC Brut (pour la première année-taux maximum prévu par le décret)
- > (Nombre prévisionnel d'ETP issus de la privation d'emploi au 31/12/N+1 -

Nombre d'ETP issus de la privation d'emploi au 31/12/N) \* 30% du SMIC Brut (taux maximum prévu par le décret)

*Les prévisions d'effectifs de l'EBE seront transmises dans la convention Fonds/territoire/EBE pour une première année d'ouverture puis lors du remplissage du système d'information en fin d'année N pour l'année suivante.*

**Effet cliquet:** le nombre d'ETP réalisé au 31/12 le plus élevé est gardé comme valeur de référence pour son calcul. (Si le nombre d'ETP au 31/12/N est inférieur au nombre d'ETP de l'année N-1, le calcul de la dotation d'amorçage de l'année N+1 se fera sur la base de la différence entre les effectifs de l'année N+1 et de l'année N-1)

**Modalités de versement :** Un premier versement d'un montant maximum de 70% intervient au deuxième trimestre de l'année (ou au moment de l'ouverture de l'EBE si elle intervient après le versement du T2).

Au mois de décembre, le solde est versé en fonction de prévisions révisées transmises.

**Enregistrement comptable :** Il est possible de répartir la dotation d'amorçage sur un deuxième exercice comptable lorsque l'EBE est bénéficiaire sur le premier exercice.

Exemple : l'EBE XX reçoit 100 000 € de dotation d'amorçage la première année de création de l'EBE. Elle prévoit de faire un résultat positif de 70 000 €. Un maximum de 70 000 € peut être reporté sur la deuxième année de l'exercice comptable. L'enregistrement se fera en 48712. (les concours publics (comptes 73) ne peuvent pas faire l'objet d'un traitement en fonds dédiés (article 132-2 du règlement 18-06)).

## Complément temporaire d'équilibre

Le complément temporaire d'équilibre est une subvention d'équilibre **exceptionnelle**, versée sous conditions, qui vise à combler **au maximum** le déficit d'exploitation de l'EBE (minoré de la quote-part de subvention d'investissement).

Cette contribution **n'est pas une modalité de financement systématique** des entreprises à but d'emploi (EBE) contrairement à la CDE et à la dotation d'amorçage. **Elle ne peut pas financer un déficit structurel de l'EBE.**

Elle vise à soutenir une entreprise à but d'emploi rencontrant des événements **exceptionnels, conjoncturels**.

Aussi, elle ne peut pas être incluse dans un budget prévisionnel.

La répartition de la dotation d'amorçage **N** sur l'année N+1 rend l'EBE **non éligible** à une demande de complément temporaire d'équilibre.

Le financement du complément temporaire d'équilibre est arbitré à l'échelle de la structure. Sa demande motivée doit néanmoins expliquer sur quel territoire (établissement) le déficit intervient. Son montant sera également évalué au regard des résultats de l'ensemble des EBE du territoire.

Le CTE peut être mobilisé, au cas par cas, après échange avec le Fonds d'expérimentation au regard des comptes arrêtés de l'année N (téléversement du FEC sur notreXP lors de la saisie de mai N+1) et du résultat d'un audit mandaté par le Fonds. Il est soumis, après accord du Fonds, à une validation par le Ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités.

Au regard du niveau de la contribution au développement de l'emploi et de l'existence de la dotation d'amorçage, cette aide complémentaire devrait être attribuée exceptionnellement dans la 2ème étape expérimentale.

*Annexe 5 - Liste des éléments à fournir par l'EBE : Déclaration trimestrielle de la prévision des effectifs de l'EBE; liste des éléments du pilotage*

**Documents à fournir par l'EBE**

L'EBE doit communiquer chaque année à l'Association les documents suivants :

- Prévisionnel des recrutements de l'année n+1, n+2
- Budget prévisionnel de l'année n+1, n+2
- Le bilan, compte de résultat et rapport d'activité approuvés de l'année n-1
- Etat des recrutements réalisés le trimestre précédent (en nombre de salariés et en ETP)
- Prévision de recrutement pour le trimestre suivant (en nombre de salariés et en ETP)
- État des recrutements réalisés le mois précédent (en nombre de salariés et en ETP)
- Prévision actualisée pour le mois suivant (en nombre de salariés et en ETP)





EXPÉRIMENTATION  
TERRITORIALE CONTRE LE  
CHÔMAGE DE  
LONGUE  
DURÉE

Annexe 2

Territoire de XXX

Date : [date CA de conventionnement de l'EBE]

Entreprise à but d'emploi (EBE) XXX

(Dans le cas où unité d'EBE adossée à une structure existante, préciser : Annexe 2-1 - Eléments de présentation de l'articulation si unité d'EBE adossée à une structure existante *(pas dans tous les cas, supprimer la mention si inutile)*)

Annexe 2-1 - Organigramme et projections de production d'emplois supplémentaires

## ❖ Organisation du collectif de travail :

Structuration juridique de l'EBE : préciser

Nom commercial : préciser

Date de création : préciser

Date d'ouverture prévisionnelle : préciser

Articulation présidence/direction EBE

### • Organisation du travail et des activités au sein de l'entreprise

Locaux identifiés : préciser

Organisation des équipes (+ organisation de la fonction RH) :

Exemple : Le collectif de travail s'articule autour d'une Direction ..., [compléter cette phrase avec les principales fonctions de direction et les principes généraux d'organisation]

- ☐ Organisation de la fonction RH : [préciser la ou les personnes qui porteront les fonctions RH, leurs rôles respectifs]
- ☐ Principes d'organisation des activités : [préciser la manière dont les activités seront encadrées et organisées, avec des responsables d'activité et/ou référents]
- ☐ Phasage et évolution de l'organisation : [expliquer les grandes étapes d'évolution de l'organisation à horizon N+3]

- ☐ **Projections de production d'emplois supplémentaires sur 3 ans** (selon la date d'ouverture de l'EBE) :

		2024	2025	2026	2027
Salariés issus de la privation d'emploi	Nombre de salariés au 31/12				
	Nombre d'ETP au 31/12				
	Nombre moyen d'ETP contractuels				
	Nombre moyen d'ETP payés				
Salariés non issus de la privation d'emploi	Nombre de salariés au 31/12				
	Nombre d'ETP au 31/12				
	Nombre moyen d'ETP contractuels				
	Nombre moyen d'ETP payés				
Ensemble des salariés	Nombre de salariés au 31/12				
	Nombre d'ETP au 31/12				

	Nombre moyen d'ETP contractuels				
	Nombre moyen d'ETP payés				

## Annexe 2-2- Modèle économique, activités et plan d'investissement de l'EBE

### ● Description des activités :

A l'ouverture : préciser les activités

Nom d'activité	Type d'activité (Clients/bénéficiaires, modèle économique, complémentarité)	Partenaires

### ● Budget prévisionnel :

Modèle économique - valeur absolue	2024	2025	2026	2027
Coûts Complètes				
Contribution au développement de l'emploi				
Dotation d'amorçage				
Chiffres d'affaires*				
<i>*Dont subventions d'exploitation liées aux activités</i>				
Autres produits				
Résultat d'exploitation				

Modèle économique - ratio à l'ETP conventionné moyen	2024	2025	2026	2027
ETP contractuel moyen (issus de la privation d'emploi et non issu de la privation d'emploi)				
Coûts complets / ETP				
Contribution au développement de l'emploi/ ETP				
Dotation d'amorçage / ETP				
Chiffre d'Affaires / ETP				
Autres produits / ETP				
Résultat d'exploitation / ETP				

### ● Projection d'investissement :

Financement des investissements : Les investissements à hauteur de XXX sur XXX ans sont répartis comme suit : préciser

Ces investissements sont financés de la manière suivante : préciser